

2 Politique

Dialogue politique national sans tabou

Ces structures de l'opposition qui se fissurent

J.K.M

Libreville/Gabon

Des lignes de fractures apparaissent au grand jour, entre autres, à Démocratie nouvelle (DN), l'Union nationale (UN), et au sein du Groupe des partis politiques signataires de la Déclaration du 23 mars 2015 (S23).

L'UNITÉ de plusieurs partis politiques de l'opposition semble être mise à mal, depuis l'annonce du président de la République d'organiser, avec toutes les forces vives de la Nation, un "dialogue politique national sans tabou". Au nombre de ceux-ci figurent notamment l'Union nationale (UN), Démocratie nouvelle (DN) et le Groupe des partis politiques signataires de la Déclaration du 23 mars 2015 (S23) dont est membre l'Union pour la nouvelle République (UPNR) de Me Louis-Gaston Mayila. De manière distincte, deux lignes s'affrontent à l'intérieur de cette famille politique et même au sein des entités prises isolément.

Il y a, d'un côté, les "pragmatiques", convaincus que l'élection présidentielle est

définitivement derrière eux et qu'il est nécessaire de s'asseoir, quitte à poser des conditions, autour d'une table afin d'explorer tous les voies et moyens d'améliorer notre dispositif électoral et institutionnel, de manière à éviter que les événements dramatiques du 31 août dernier ne se reproduisent plus jamais. D'autant que, selon eux, ils auraient pu faire basculer notre pays dans le chaos. Les tenants de cette vision ont pour principales têtes de proue, René Ndemezo'Obiang, président de DN, Me Louis-Gaston

Mayila, leader de l'UPNR, et, dans une moindre mesure, Mike Steeve Jocktane, vice-président de l'UN. L'autre ligne dite "radicale", selon M. Ndemezo'Obiang, est incarnée par certains de leurs camarades, ostensiblement réfractaires à l'idée de dialoguer avec le pouvoir. Même si, par ailleurs, ils reconnaissent que notre pays est en proie à une crise sans précédent et que le meilleur moyen d'en sortir est tout naturellement... le dialogue. Sauf que, selon eux, celui-ci ne devrait être organisé que par M. Jean

Ping, candidat qu'ils ont soutenu à la dernière Présidentielle. Une posture que rejettent les tenants du premier groupe. Estimant que cela s'assimilerait ni plus ni moins à une simple concertation à la portée politique limitée.

Quoiqu'il en soit, plusieurs observateurs s'accordent à dire que toutes ces divisions, loin d'être dommageables, ne seraient que l'expression d'une certaine vitalité démocratique à l'intérieur de ces structures politiques. Ce, d'autant plus que, dans le cas de DN, quatre vice-présidents contes-

tent ouvertement la ligne défendue par leur président. S'agissant de l'UN, le vice-président remet en cause la position majoritaire à l'intérieur de son parti. Tout comme l'UPNR et le PSD, tous membres de S23, semblent ne pas partager celle de leurs collègues dudit groupement.

Il va sans dire que l'acrimonie est montée d'un cran entre les uns et les autres, alimentée notamment par les réseaux sociaux. Les noms d'oiseaux fusent de toutes parts. Les rancœurs sont devenues telles, qu'il y a fort à craindre que cer-

tains laissent des plumes au passage.

Même si dans le cas du S23, le PSD et l'UPNR ne risquent pas à ce jour de s'ébranler outre mesure, étant donné que, en dehors du S23, la sérénité au sein du parti même n'est pas entamée. Loin s'en faut. Rien d'étonnant à cela, avancent certains observateurs. Car, selon eux, s'agissant spécifiquement de la formation de Pierre-Claver Maganga Moussavou, "la voix du leader est celle qui compte. Aucun cadre ou militant du parti ne se risquerait à la contrarier".



Photo : EL

P C Maganga Moussavou, Pdt du PSD, se- rein à l'idée de dialoguer.



Photo : SM

Mike Steeve Jocktane, VP de UN, favora- ble au dialogue national sans tabou.



Photo : Bandoima

Phillibert Andzembé, un des quatre vice- présidents de DN, opposé à l'idée de prendre part au dialogue.